

Le Canada est-il vraiment de retour?

Le secteur du développement international est déçu du manque d'audace du budget 2016

Ottawa, le 22 mars 2016. Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), est déçu des investissements modestes pour l'aide contenus dans budget fédéral dévoilé aujourd'hui. Après cinq années marquées par un net déclin des sommes consenties aux enjeux mondiaux, et vu les engagements du Parti libéral aux dernières élections, on s'attendait à bon droit à ce que la tendance soit renversée. Bien que les sommes annoncées pour 2016 et 2017, soit \$128 millions par année, contribuent à renforcer la position du Canada sur la scène internationale à court terme, ce n'est pas suffisant pour positionner le Canada comme un leader sur la scène mondiale à long terme.

« Nous sommes déçus par les investissements limités consacrés à la lutte contre la pauvreté mondiale inclus dans ce budget » a indiqué Julia Sanchez, présidente directrice-générale du CCCI. « Lors des premiers mois au pouvoir, ce gouvernement a maintes fois répété que le Canada était de retour sur la scène mondiale. Bien que les augmentations modestes annoncées aujourd'hui soient un pas dans la bonne direction, le Canada doit faire beaucoup plus s'il veut sérieusement s'imposer comme un leader dans le monde », a-t-elle ajouté.

Le CCCI espérait du premier budget libéral qu'il propose une hausse de l'aide publique au développement (APD), assortie d'un engagement à atteindre à l'intérieur d'un échéancier réaliste la cible reconnue depuis longtemps à l'échelle internationale : l'allocation de 0,7 % du RNB à l'APD. En 2014, le pourcentage du revenu national brut investi dans l'aide internationale a atteint un creux quasi historique, ce qui plaçait le Canada en queue du peloton des pays donateurs de l'OCDE et du G7.

Autres omissions notables au budget : la mention des objectifs de développement durable, soit le nouveau cadre de développement adopté par l'Organisation des Nations Unies en septembre 2015. Ces objectifs sont universels, et leur atteinte requerra l'adoption d'une approche pangouvernementale et l'allocation de bien plus de ressources, ici comme à l'étranger. Dans l'année qui suit l'adoption d'un nouveau cadre de développement, le budget du Canada n'offre pas d'indications précises sur comment il prévoit contribuer à la réalisation de ce programme mondial.

Le budget 2016 comprend cependant une réaffirmation à mener une révision, dans la prochaine année, du cadre politique de l'aide internationale, ce qui comprendra des consultations auprès des Canadiens et Canadiennes et auprès des organisations de développement international. "Le processus de révision de la politique, qui devrait être lancé bientôt, sera crucial afin que les organisations canadiennes défendent l'importance pour le Canada d'investir davantage et de s'impliquer pour répondre aux défis les plus pressants de notre époque " a ajouté Mme Sanchez. « Il reste beaucoup de travail à faire pour pouvoir réellement affirmer que le Canada est de retour » a-t-elle conclu.

-30-

A propos du CCIC:

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est la coalition nationale d'organisations de la société civile (OSC) canadienne œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Nos membres représentent une gamme diversifiée d'OSC œuvrant pour le développement

international et l'aide humanitaire, notamment des organismes confessionnels et laïques, des syndicats, des coopératives et des associations professionnelles. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

Faits à noter

- L'aide publique au développement du Canada (ou l'APD ou l'aide) est tombée en chute libre à partir de 2011, passant d'un montant de \$5.5 milliards cette année-là à \$4.9 milliards en 2013/14. L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) – une mesure de nos engagements réels en aide pour réduire la pauvreté dans les pays en développement – a été réduite de 350 millions \$ entre 2012 et 2014 et est restée au même niveau depuis.
- Les 25 pays ciblés par le Canada sont des pays où le gouvernement canadien souhaite le plus faire une différence – pourtant, le Canada figure parmi les trois principaux donateurs dans seulement neuf de ces pays (36 pour cent). Pour moins d'un milliard de dollars (945 millions \$), le Canada pourrait être parmi les trois principaux donateurs dans chacun de ses pays ciblés.
- Le Canada n'investit que 5,2 millions \$ par année pour soutenir les organisations de défense des droits des femmes – 0,1 pour cent de l'aide canadienne totale. En 2014, le Canada se situait au 15e rang des pays de l'OCDE. EN investissant 15.6 millions \$, soit moins de 50 cents par Canadien, le Canada pourrait quadrupler sa contribution aux programmes visant à promouvoir l'égalité des femmes et se hisser dans les huit plus grands contributeurs à l'égalité des femmes au sein de l'OCDE.
- En 2010, le gouvernement a soudainement éliminé le budget destiné à l'engagement du public par les organisations de la société civile. Cette décision a eu des effets négatifs considérables sur la capacité de la société civile à engager, sensibiliser et mobiliser la population canadienne. Six ans plus tard, il n'y a toujours pas de programme en soi pour l'engagement du public au sens large.
- Le soutien aux réfugiés lors de leur première année au Canada est compris dans le budget global de l'aide. L'intégration de 25 000 réfugiés syriens – qui est indéniablement la bonne chose à faire – entraînera une hausse du budget de l'aide, sans que soient augmentées les ressources affectées à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Voilà pourquoi l'EAI est une meilleure mesure contributions de nos contributions réelles à l'aide internationale.
- L'aide humanitaire canadienne a monté en flèche entre 2012-2013 et 2013-2014, passant de 543 millions \$ à 812 millions \$. L'aide humanitaire compte maintenant près de 22 pour cent des dépenses globales (une hausse de 14 pour cent par rapport à il y a cinq ans). Or, le financement de base prévu pour l'aide humanitaire a presque stagné ces cinq dernières années, représentant à peine plus de 300 millions \$ annuellement. Un financement de base plus élevé permettrait de faire des prévisions à long terme et plus efficaces de nos activités humanitaires.

Pour plus d'information, les médias peuvent contacter:

Chantal Havard
Communications Manager
Canadian Council for International Co-operation (CCIC)
chavard@ccic.ca
613-241-7007, ext.311

